

Venezuela : Nicolas Maduro a perdu les élections législatives. Mais pourquoi ? Et contre qui ?

Un soir de mai 2015, je dînais dans une taverne d'Athènes avec des amis français et Farid Fernandez, ambassadeur du Venezuela en Grèce, que j'avais connu quand il était chargé de mission à l'ambassade de Paris. Nous avons parlé de la Grèce, si malmenée par l'Europe, mais aussi du Venezuela. Des rumeurs circulaient sur une possible défaite des bolivariens aux élections législatives de décembre.

Pour avoir séjourné au Venezuela, pour avoir vu les formidables réalisations du Pouvoir en matière d'éducation, de santé, de logement, de niveau de vie, je pensais la chose impossible.

L'ambassadeur était moins optimiste. Si les élections avaient eu lieu au printemps, nous dit-il, elles n'auraient pas posé de problème. L'incroyable déclaration de Barack Obama, le 9 mars 2015, accusant le Venezuela d'être responsable « d'une inhabituelle et extraordinaire menace pour la sécurité nationale et la politique extérieure des États-Unis », ce qui le poussa à déclarer « l'urgence nationale pour faire face à cette menace » avait provoqué un sursaut patriotique semblable à celui que connut la France après la tuerie à *Charlie Hebdo*, le 7 janvier 2015. Les Vénézuéliens avaient serré les rangs autour de leurs dirigeants.

Mais le vote n'aurait lieu qu'en décembre. Les mois qui passent ne pouvaient qu'effacer l'émotion au profit des problèmes quotidiens, en partie provoqués par l'oligarchie qui sabotait sciemment les approvisionnements, mais aussi, sans doute, par des erreurs et des insuffisances du Pouvoir, le tout exacerbé par une presse dont on n' imagine pas en France la violence et le recours aux mensonges les plus éhontés qui nous scandaliseraient si nos médias s'y risquaient. En raflant les deux tiers des sièges au Parlement le 6 décembre 2015,

l'opposition de droite, la MUD (*Mesa de la Unidad Democrática*), a remporté contre le PSUV (*Partido Socialista Unido de Venezuela*) une victoire aussitôt reconnue par Nicolas Maduro.

Cependant, ont été observées la tristesse de Caracas au lendemain du scrutin, l'absence de liesse dans les rues et la mobilisation de collectifs populaires et des syndicats qui se déclarent en « état d'urgence », après qu'une partie du peuple a fait défaut au successeur d'Hugo Chávez. Car Fedecámara (le MEDEF vénézuélien) a aussitôt annoncé l'agenda de la future Assemblée Nationale. Entre autres : privatiser les services publics, supprimer les subventions publiques, renvoyer les médecins cubains qui garantissent la santé gratuite sur tout le territoire national, abroger la loi organique du travail (le Code du travail), les lois contre l'escroquerie immobilière, celle pour la protection des locataires... Et cela, dans le silence des médias internationaux, hier si attentifs au sort du peuple vénézuélien affecté par des pénuries, dont celle de « papier toilette ».

Maxime Vivas, écrivain

Une défaite a toujours des causes multiples, impossibles à lister en quelques mots. Mais on peut néanmoins évoquer l'effondrement (voulu et visant le Venezuela, la Russie et l'Iran) du prix du baril de pétrole qui, passant de 100 à moins de 40 dollars a privé le pays de plus de 50 % de ses devises. Les sociologues évoqueront aussi la création d'une nouvelle couche moyenne, sortie de la pauvreté et se droitisant.

Depuis Caracas, le journaliste Thierry Deronne explique qu'au fil des ans, « nombre d'institutions révolutionnaires se sont peuplées du "chiripero" - surnom donné à la masse d'employés qui troquèrent en 24 heures la casquette du populisme des années 1990 pour une chemise rouge (alors que souvent les révolutionnaires authentiques étaient écartés). L'angoissante guerre économique a rendu insupportables la corruption et la surdité de ce secteur de fonctionnaires face à l'exigence d'une pro-

suite page 18





© DR

tection forte, d'un État plus efficace, plus participatif, travaillant à écouter les citoyens ». Et puis, il y a la principale force d'opposition : les médias¹. Le 11 avril 2002, alors que le putsch militaire qui destitua Hugo Chávez semblait avoir réussi, le vice-amiral Victor Ramírez Pérez congratula la presse : « On a eu une arme capitale : les médias. Et puisque l'occasion se présente, je tiens à vous en féliciter. »

C'est parce que la CONATEL (équivalent de notre CSA) ne renouvela pas en mai 2007 un des quatre canaux de diffusion (la voie hertzienne) de RCTV (*Radio Caracas Télévision*), à expiration normale du contrat de cette télévision putschiste, que la classe politico-médiatique mondiale a lancé la fable de la fermeture « de la dernière chaîne d'opposition » par un caudillo dont la dictature vient de s'évaporer... dans un simple vote. Le vainqueur 2015 de Nicolas Maduro s'appelle Henrique Capriles.

Le journal *Libération*, du 7 décembre 2015 le présente plaisamment ainsi : « Capriles est né dans une famille riche : son père

dirige un empire médiatique et sa mère possède le principal distributeur cinématographique du pays. Il a été éduqué dans la meilleure école privée de Caracas. » C'est court ! Le nom de Capriles apparaît dans des archives du Département d'État publiées par Wikileaks concernant l'attaque menée contre l'ambassade de Cuba, pendant le putsch de 2002. Il est à la tête d'une bande d'enragés d'extrême-droite qui encerclent l'ambassade, coupant l'approvisionnement en électricité et en eau, empêchant l'entrée de nourriture pour affamer les occupants, femmes et enfants compris. Capriles, maire de la municipalité où se trouve l'ambassade aurait dû faire intervenir sa police. Au contraire, des films montrent le jeune homme (si bien éduqué dans la meilleure des écoles) escalader le mur de l'ambassade et exiger qu'on le laisse la fouiller pour y débusquer éventuellement des dirigeants loyalistes. Ce que l'ambassadeur refusera, le prévenant que l'ambassade est de droit un bout de territoire cubain et qu'ils se battront comme ils l'ont toujours fait pour défendre la patrie. Pendant ce temps, dans les rues de Caracas, des ministres et autres

chávistes sont frappés par des nervis fascistes.

Il est très possible qu'en se renouvelant, de telles méthodes punitives, politiques, médiatiques, patronales, provoquent une remobilisation populaire. Dans l'immédiat, la révolution bolivarienne, sans doute usée par 16 ans de pouvoir, assoupie par ses triomphes électoraux répétitifs, dispose néanmoins d'un socle de 42 % des suffrages et de leviers constitutionnels qui lui permettent de résister, de dénoncer, de proposer et qui l'aideront à protéger un peuple désormais promis à la vengeance de l'oligarchie vénézuélienne. □

1. Dans mon polar historique *Rouges les collines de Caracas* (octobre 2015, éditions Arcane 17), une journaliste française (« comme on aimerait en voir plus souvent »), va découvrir la capacité quasi illimitée de nuisance des médias vénézuéliens, leur mépris des règles déontologiques en vigueur dans le reste du monde, leur participation active au putsch d'avril 2002.

Pour aller plus loin : Maxime et Frédéric Vivas, *Marine Le Pen amène le pire*, Golias, 2014

Ce qui fait monter le FN : un éclairage économique

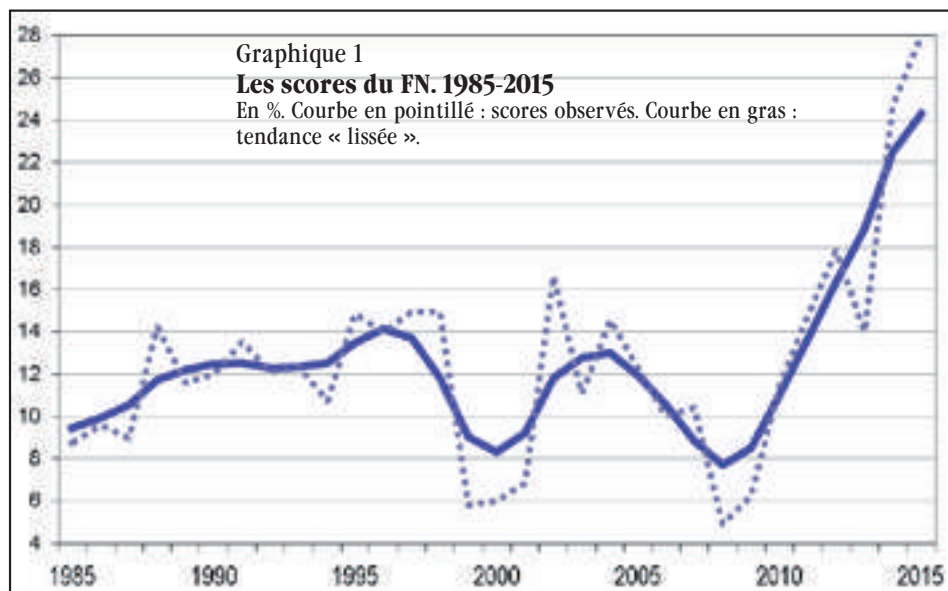
Michel Husson, économiste et statisticien

Peut-on quantifier les liens existant entre les scores du Front national et la conjoncture économique et sociale ?

Malgré le risque d'une lecture « économiciste », l'exercice peut apporter un éclairage, certes partiel mais utile. Il montre qu'il existe effectivement une corrélation assez étroite entre le vote FN et les perspectives sociales et économiques mesurées par le chômage et la stagnation du niveau de vie.

La courbe des scores du FN

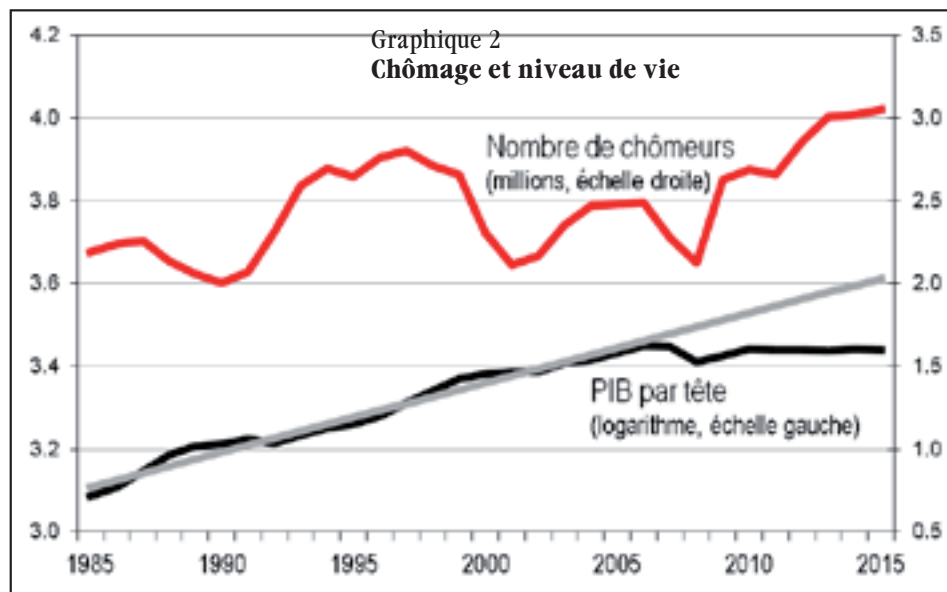
Le graphique 1 ci-dessous représente la courbe des scores (en gras) construite à partir des scores observés (courbe en pointillé) que l'on a interpolés (pour les années sans élections) et « lissés » afin de dégager une tendance.



Deux caractéristiques essentielles se dégagent : jusqu'à la crise, les scores du FN connaissent des fluctuations marquées, autour d'une tendance qui est plutôt orientée à la baisse, notamment après le « pic » de 2002. Depuis l'entrée en crise, le score du FN progresse régulièrement, jusqu'aux dernières élections régionales. Peut-on trouver des corrélations entre cette

courbe et des variables représentatives de l'environnement économique et social ? Plutôt que de suggérer un déterminisme mécanique, le propos est de voir si la

après la récession de 1993 et jusqu'en 1997 (+ 800 000 chômeurs en plus) puis redescend à peu près d'autant pendant le passage aux 35 heures (graphique 2). Dans



le même temps, les scores du FN montent, puis reculent. Le résultat de Le Pen en 2002 pousse la courbe vers le haut, mais elle tend à baisser de nouveau, tandis que le nombre de chômeurs tend à se stabiliser. La crise fait de nouveau augmenter le nombre de chômeurs à partir de 2008. Les scores du FN s'envolent, mais plus que « proportionnellement » à la progression du chômage.

Il faut donc faire intervenir une autre variable qui représente la rupture introduite par la crise dans la progression du PIB par tête. Jusqu'à la crise, ce dernier progressait - moyennant les fluctuations liées à la conjoncture - à un rythme moyen de 1,8 %. Mais la crise annule toute progression de cet indicateur et l'écart se creuse avec la tendance passée (graphique 2).

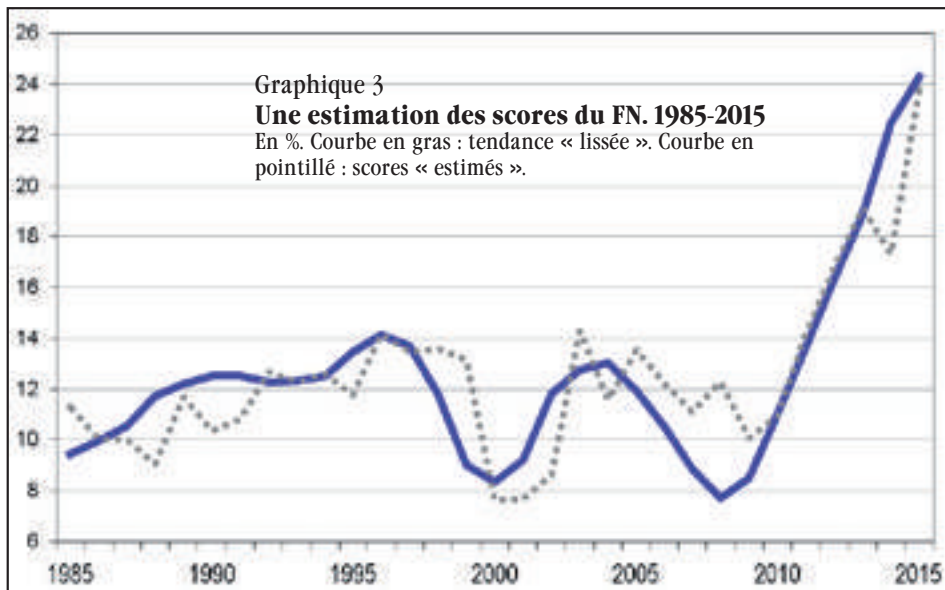
Ces corrélations graphiques peuvent être validées économétriquement (voir annexe). Le graphique 3 permet de vérifier que la formalisation retenue permet de rendre correctement compte de l'évolution observée des scores du FN.

progression du FN dépend, au moins en partie, de la conjoncture générale.

Chômage et niveau de vie

La première variable est le chômage. Le nombre de chômeurs (défini ici au sens le plus étroit) fait lui aussi apparaître d'amples fluctuations : il augmente fortement

suite page 20



Insécurité sociale et xénophobie

Le récit susceptible de sous-titrer ces investigations pourrait être le suivant. Le vote FN est porté par l'insécurité sociale (le chômage) et la détérioration des perspectives (les horizons bouchés). L'approche quantitative apporte quelques indications complémentaires. C'est le volume absolu du chômage qui mesure, mieux par exemple que le taux de chômage, la pression exercée aussi bien sur les chômeurs que sur les nombreux salariés qui déclarent dans les sondages se sentir exposés au risque de perdre leur emploi. Le nombre de chômeurs mesure aussi la diffusion de la perception de cette menace, au sein des familles, parmi les collectifs de travail, au niveau local.

Cette analyse est confortée par le fait que les variables décrivant l'évolution des salaires n'apparaissent pas comme ayant un effet significatif. En revanche, le recul du FN concomitant aux créations d'emploi liées aux 35 heures illustre la sensibilité du



vote FN à la conjoncture. Mais celle-ci se combine avec la manière dont les individus se projettent dans l'avenir.

Or, pour beaucoup de gens en France, l'horizon apparaît comme bouché. On craint pour son emploi, son revenu, son loyer, sa santé, sa retraite, l'avenir de ses enfants. Tout le « talent » du FN a consisté à rediriger ces peurs vers la peur de l'autre. C'est pourquoi l'analyse « économique » présentée ici est évidemment incomplète, puisqu'elle ne rend pas compte de la capacité du FN à capter les déterminants sociaux et économiques de l'insécurité pour les inscrire dans un registre xénophobe, grâce au discours apparemment « social » de Marine Le Pen. La question des réfugiés et l'horreur des attentats sont venues, tout « naturellement », renforcer cet alliage.

Les luttes sociales

Le FN ne reculera pas tant que s'incrument le chômage et la précarité sociale. Imaginons que soit garanti le droit à l'emploi et à un revenu décent : si l'analyse qui précède est correcte, elle implique que les « fondamentaux » du FN seraient largement ébranlés et que sa dérive pourrait commencer. Mais cela implique des mesures radicales : réduction du temps de travail, créations ex nihilo d'emplois utiles, remise en cause de la répartition inégalitaire des revenus. On sait que la gauche gouvernementale a totalement tourné le dos, depuis longtemps, à cette orientation. Et la crise est venue creuser le pas à franchir dans le degré d'affrontement avec le système.

Il se trouve que le programme du FN est fondamentalement anti-social : il propose des aides aux petites entreprises et à la production nationale, plutôt que la baisse du temps de travail ; il envisage de réduire les emplois publics plutôt que de les favoriser ; il préconise une baisse indifférenciée des impôts plutôt que la justice fiscale et l'investissement public. Tous ces arguments critiques doivent être diffusés mais, aussi fondés soient-ils, ils sont en grande partie inaudibles. Restent les luttes sociales. Elles sont le seul levier qui permet en pratique de marginaliser le FN. Dans les luttes pour l'emploi, pour les retraites, pour la santé, la dimension sociale reprend le dessus et les réflexes xénophobes passent au second rang. Jamais le FN n'a vraiment réussi à s'inscrire dans les mobilisations sociales. Il faut donc qu'une autre « mayonnaise » prenne : entre les luttes locales, sectorielles, souvent défensives, et la construction d'un autre horizon, d'un projet de transformation sociale. Cette perspective peut - malheureusement - sembler hors d'atteinte aujourd'hui, mais c'est sans doute la seule qui puisse enrayer la montée de la droite extrême. **■ Pour aller plus loin :** Michel Husson, *Le capitalisme en dix leçons*, Zones, 2012

ANNEXE

La variable expliquée est le score « lissé » du FN (score*) qui est relié au score de l'année précédente pour prendre en compte l'inertie ou la dynamique des votes.

La première équation fait intervenir le nombre de chômeurs (cho) et la seconde l'écart à sa tendance du PIB par tête (ecart).

Les variables explicatives sont significatives, mais elles ne peuvent intervenir simultanément, parce qu'elles sont elles-mêmes corrélées. Elles sont combinées dans l'estimation illustrée par le graphique 3 ci-dessus.

$$\text{score}^* = 0,516 \text{ score (t-1)} + 5,453 \text{ cho} - 7,175$$

(2,5) (2,0) (-1,2)

$$R^2=0,439$$

$$\text{score}^* = 0,575 \text{ score (t-1)} + 0,323 \text{ ecart} + 4,637$$

(3,2) (2,6) (2,1)

$$R^2=0,480$$

Les semences paysannes, un mouvement social pour la souveraineté alimentaire

Robert Ali Brac de la Perrière

Au début de ce siècle, l'imposition des plantes transgéniques brevetées comme seul horizon aux cultures alimentaires de demain a brutalement réveillé les campagnes, assoupies depuis quelques décennies à l'écoute de la berceuse du progrès éternel : produire toujours plus et vivre toujours mieux. Les OGM ont brisé l'enchantement. Et le mouvement pour les semences paysannes est né.

Ce sont les luttes paysannes qui ont marqué les premiers points d'une prise de conscience large du piège transgénique. L'arrachage des cultures de maïs génétiquement modifié, la destruction des essais en champ revendiqués, a été l'acte de désobéissance civique qui a permis de multiplier les procès et initier les débats de fond dans la société.

En 2003, au moment où le mouvement des faucheurs volontaires d'OGM commence à être rejoint par de nombreux citoyens, les organisations paysannes et de l'agriculture biologique font alors éclore, dans les champs et dans les assiettes, une véritable alternative au tout bio-Tech et installent les bases du Réseau semences paysannes. En effet la nature de la semence conditionne le mode de culture, car on ne peut prétendre à une transition écologique de l'agriculture avec des semences non reproductibles, hybrides ou OGM ; elle est au centre du projet agricole et alimentaire de toute société. En revendiquant le développement d'un réseau de producteurs de semences paysannes, c'est un mode d'agriculture plus autonome, à la fois écologique et paysan qui est alors défendu. Cette aspiration est indissociable de la revendication du droit des communautés locales et des peuples de se nourrir de leurs productions, culturellement adaptées à leur situation unique, selon le principe de souveraineté alimentaire. Ce principe a été introduit pour la première fois par La Via Campesina, mouvement mondial des



petits producteurs, au Sommet mondial de l'alimentation en 1996. La renaissance des semences paysannes, après un demi-siècle de monopole des semences industrielles, pour une agriculture hyper-productiviste, apparaît donc en France comme un projet politique, porté par un mouvement social. Elle renoue avec les fondamentaux d'une agriculture nourricière saine et socialement plus juste, redonnant aux agriculteurs un rôle central dans la gestion dynamique de la biodiversité agricole et des droits sur leurs semences.

Le mouvement retisse les relations de solidarité (et non de concurrence) entre les multiples sociétés paysannes du monde qui continuent à fournir plus de 70 % de notre alimentation. Il ouvre en outre un nouveau champ de collaboration par les échanges de plantes et de connaissances nécessaires à l'adaptation des terroirs aux conséquences néfastes des changements climatiques. D'abord épars et mal outillés, les paysans initiateurs de ce renouveau des semences paysannes ont progressivement attiré autour d'eux d'autres compétences agricoles, artisanales, scientifiques, citoyennes. En 2015, près de 80 organisations ont rejoint le Réseau Semences paysannes qui sert de

colonne vertébrale au mouvement. Des alliances se sont construites au sein de collectifs nationaux. Des programmes de recherche, notamment européens, se sont multipliés pour asseoir les bases scientifiques de la légitimité des semences paysannes dans des cadres juridiques qui tendent aujourd'hui à les criminaliser.

Par rapport aux politiques publiques le déploiement des semences paysannes est freiné par les illusions entretenues sur le projet OGM/tout bio-Tech. La première illusion est tout d'abord de prétendre que le progrès est incorporé dans la plante modifiée par la technologie. On parle ici de progrès génétique. La croyance en « l'amélioration » des plantes est toujours vive dans la communauté scientifique ; des enseignements spécialisés ont formaté des générations de sélectionneurs dans une vision particulière d'un matériel végétal régulièrement enrichi par croisement dirigés de qualités nouvelles. Comme les rendements augmentent au prix de toujours plus de pesticides ; de quel progrès parle-t-on ? Avec les OGM, le progrès génétique fait un saut, la plante est transformée par l'intégration des bouts d'ADN d'espèces

suite page 22

très diverses (virus, bactérie, animaux...) Un saut périlleux qui le fait vaciller. En effet, les biotechnologues s'affranchissent des barrières reproductives entre les espèces : une construction génique chimère élaborée en laboratoire est insérée violemment dans le génome d'une plante cultivée, des millions de fois. Jusqu'à ce que ça marche. Ou presque. Très vite des voix de scientifiques se sont exprimées sur le caractère hasardeux, risqué des techniques et de la diffusion des plantes ainsi produites dans l'environnement agricole. Mais très vite aussi, les voix les plus critiques ont été étouffées. Combien de scandaleuses mises à l'écart avant celle de Séralini. Les Puszdai, les Chapela et bien d'autres ont pâti d'une forme d'ostracisme scientifique illustrant combien l'institution faisait corps avec les firmes privées pour affirmer le caractère inoffensif des modifications génétiques en réduisant les contradicteurs au silence. Cela fait 20 ans maintenant que les plantes transgéniques ont montré leurs limites. Aucun des meilleurs rendements annoncés mais un usage décuplé d'herbicides, des preuves de plus en plus nombreuses de contaminations des cultures et des espèces naturelles, un lot d'effets collatéraux nuisibles dont, et ce n'est pas le moindre, la destruction massive des agrosystèmes paysans. Mais malgré tout cela, les politiques entonnent le même credo du progrès génétique pour l'agriculture « intelligente » de demain utilisant de nouvelles techniques de biotechnologies qui répondront mieux aux changements du climat. Il s'agit d'une mystification aussi lucrative que toxique prolongeant l'illusion OGM sans la dépasser. Même paradigme, même impasse.

Une deuxième illusion réside dans le besoin renforcé de propriété industrielle sur les plantes et leur descendance sous prétexte de mieux nourrir la planète. Propriété totale, absolue sur le procédé et sur la plante, empêchant toute utilisation de la semence par un tiers, qu'il soit agriculteur, ou sélectionneur professionnel, le brevet a d'abord concerné les nouvelles constructions transgéniques. Il s'étend aujourd'hui aux traits natifs des plantes. Le brevet a été justifié par la nécessité d'un retour d'investissement dans la recherche en donnant le monopole sur la diffusion de l'innovation. Certes les brevets sur les plantes transgéniques ont servi à consolider les monopoles industriels (5 multinationales contrôlent désormais

près de 80 % du secteur semencier), mais ils n'ont en rien garanti un quelconque progrès pour un modèle agricole plus écologique et sain voulu par la société. On doit alors de nouveau interroger les politiques publiques qui continuent à favoriser le brevet sur les plantes (plus de 2000 brevets ont été accordés par l'Office européen des brevets), au détriment des droits des agriculteurs à renouveler leurs semences dans leurs champs.

Il est vrai que l'exploitant agricole moderne a depuis la première Révolution verte délégué l'art de faire la semence à des professionnels. Il a été incité, puis a pris l'habitude de renouveler ses semences en les achetant dans le commerce avec les autres intrants (engrais, pesticides). Les variétés du commerce sont devenues toujours plus spécialisées aux normes industrielles (depuis le semis jusqu'à la transformation) et moins reproductibles (clones, hybride F1), et dans le même temps les protections industrielles se sont durcies. Les droits d'obtention végétale des semenciers se sont, en trente ans, progressivement approchés des brevets revendiqués par les multinationales de l'agrochimie qui ont accaparé l'essentiel du marché. Pour la plupart des exploitants agricoles des vieux pays industrialisés, faire sa semence n'est plus une option (et la plupart ont perdu ce savoir-faire). Ils ont à choisir parmi l'offre des agrofournisseurs industriels, à l'instar des consommateurs qui hésitent entre plusieurs fast-junk-food pour leur dîner du soir.

Elargir dans la société le mouvement pour les semences paysannes

Ceux qui ont pris le plus tôt conscience de la trajectoire morbide prise par la sélection des variétés modernes sont des agriculteurs engagés sur des modes de production moins intensifs, d'agriculture paysanne et /ou biologique. Ils ont cherché à avoir recours à des semences reproductibles pour une diversité de culture, et à faire ainsi évoluer eux-mêmes les qualités de leurs variétés adaptées aux parcelles de leur terroir, aux variations du micro-environnement qui les entourent. Au début du XXI^e siècle, ils n'étaient que quelques-uns en France à remettre en culture les variétés anciennes de pays, ils se sont organisés, et sont aujourd'hui des milliers à développer une agriculture à partir de semences paysannes. Le Réseau Semences Paysannes favorise



les échanges horizontaux de pair à pair, multipliant les bourses d'échanges et les Maisons de la semence paysanne¹. Aussi les semences paysannes et les savoirs-faire pour les utiliser diffusent à des cercles toujours plus larges dans la société. Les chefs étoilés en font la promotion. Les programmes de recherche collaboratives, réalisés avec les organisations paysannes membres du réseau, impliquant généticiens, nutritionnistes, anthropologues se multiplient. De nouvelles alliances se créent avec toutes les initiatives soutenant le développement d'une agroécologie paysanne. La plus symbolique est celle nouée par le Réseau avec le village alternatif d'Emmaüs à Lescar-Pau qui abrite un projet de souveraineté alimentaire incluant l'autonomie semencière pour nourrir les compagnons de la communauté...

Le mouvement accompagne un changement profond de société; déjà en marche, mais qui doit se renforcer encore pour imposer des lois positives pour les producteurs de semences paysannes face aux lobbies des monopoles semenciers agissant à Paris (Haut Commissariat aux Biotechnologies, Comité Technique Permanent de la Sélection), à Rome (FAO, Traité international sur les ressources phylogénétiques), à Munich (Office européen des brevets), à Bruxelles (Commission européenne) et ailleurs. □

1. lire : *Les maisons des semences paysannes : Regards sur la gestion collective de la biodiversité cultivée en France*. 2014, RSP)

Pour aller plus loin : Robert Ali Brac de la Perrière, *Semences paysannes, plantes de demain*, éditions Mayer Charles-Léopold.

Le dépistage organisé du cancer du sein nuit-il aux femmes ?

Chaque année les Françaises sont victimes d'une intense campagne de désinformation sur le dépistage organisé du cancer du sein. Le ministère de la santé, l'institut national du cancer et de nombreuses entreprises qui vendent des appareils d'imagerie médicale, des tests diagnostiques et des produits de chimiothérapie investissent des sommes considérables pour généraliser toujours plus un dépistage qui leur rapporte beaucoup au détriment des femmes et de la sécurité sociale.

En 2003 les députés avaient demandé qu'on fournisse aux femmes une information loyale sur le dépistage. Mais leur volonté est constamment bafouée, ainsi que le montre une enquête de janvier 2013 confirmant que la plupart des femmes qui se font dépister ignorent les risques de sur diagnostics et de sur traitements, ou en négligent l'impact.

En plus des mensonges répétés sur le bénéfice allégué du dépistage, la ministre nie tout débat démocratique en prétendant « *personne ne met en doute l'intérêt du dépistage organisé du cancer du sein* » et médiatise « *une vaste concertation par internet* » conforme à sa volonté d'ouverture récemment illustrée par le passage en force de sa loi de santé¹.

Dans cette mise au point 2015 nous rappellerons les données acquises de la science qui démentent les trois allégations phares de la propagande qu'on nous impose :

- 1°) le dépistage organisé sauverait des vies,
- 2°) le dépistage organisé diminuerait le risque de mammectomie,

3°) Le sur diagnostic serait rare et le sur traitement sans conséquences pour les femmes qui en sont victimes.

Alors qu'en réalité les données récentes dont on dispose montrent que :

- 1°) le dépistage organisé par mammographie n'augmente pas l'espérance de vie des femmes qui s'y soumettent,
- 2°) le dépistage organisé par mammographie augmente le risque de mammectomie chez les femmes qui s'y soumettent,
- 3°) la fréquence des sur diagnostics atteint 25 % à 40 % et les sur traitements qui en découlent sont responsables de la surmortalité des femmes soumises au dépistage.

Le mensonge fondateur sur l'intérêt du dépistage pour sauver des vies date de 1985 lorsqu'un radiologue Tabár L. a présenté les résultats de l'étude dite des deux comtés affirmant que le dépistage pourrait réduire la mortalité de 30 %. P-H Zahl, de l'Institut norvégien de santé publique, à Oslo a démontré depuis que les résultats de cette étude sont incompatibles avec les données des registres de diagnostics et de décès en Suède et que son auteur a minimisé le nombre de morts par cancer du sein dans le groupe des dépistées. « *Treize femmes effectivement mortes d'un cancer du sein se retrouvent affublées d'une autre cause de décès* », affirme le statisticien. À l'inverse, dans le groupe des non-dépistées, « *23 femmes supposées mortes d'un cancer du sein sont en fait décédées d'autres pathologies* ». Au total, « *ces manipulations concernent près de 10 % des données et jouent toutes en faveur du dépistage* ». On comprend mieux ces erreurs systématiques lorsqu'on sait que Tabár avait des liens d'intérêt avec une firme vendant des appareils de mammographie. De plus, comme la plupart des études qui défendent le dépistage, elle ne prend en compte que la mortalité spécifique par cancer du sein et néglige la mortalité globale (celle qui affecte réellement l'avenir des femmes et qui additionne

Georges Delépine chirurgien et oncologue
Nicole Delépine oncologue et pédiatre



mortalité par cancer du sein et celle dues aux conséquences directes et indirectes des traitements) À l'instigation d'un radiologue, des pressions ont été exercées pour faire retirer l'article qui précisait ces faits mis en ligne par le journal européen du cancer en mars 2006 et en totale contradiction des règles déontologiques en usage dans la publication scientifique. Mais le secret des affaires devait prévaloir sur la sécurité des femmes.

En France, le dépistage organisé du cancer du sein a été généralisé depuis 1989. Ce dépistage gratuit (pour les sujets dépistés mais pas pour la sécurité sociale) est proposé aux femmes de 50 à 74 ans tous les 2 ans. Deux mammographies sont réalisées. Leur valeur prédictive positive, c'est à dire leurs « chances » de détecter un cancer est proche de 5,8 %. Le coût total annuel de ce dépistage était d'environ 1,5 milliard d'euros en 2005. Curieusement, à ce jour, malgré l'importance des dépenses engagées, le nombre de participantes, l'abondance de la bureaucratie de soutien, et le recul de plus de 25 ans, aucune étude française sérieuse sur les résultats réels de ce dépistage n'a été

suite page 24



publiée alors que les registres de la sécurité sociale (qui couvrent la quasi-totalité des femmes) et la déclaration obligatoire du diagnostic de cancer du sein pour obtenir le remboursement à 100 % constituent des bases solides pour une telle étude qui constituerait un bilan en taille réelle sur une population entière de cette action majeure de santé publique ; les rapports qui s'empilent chaque année, (toujours rédigés par ceux qui vivent du dépistage), proposent d'améliorer les techniques de mammographies, cherchent à augmenter sa couverture, promettent des tests futurs qui repèreront les sur diagnostics, mais n'évaluent jamais ses résultats pratiques pour les femmes. L'intérêt du dépistage s'impose comme un crédo qui échappe à tout débat et n'aurait que faire des démonstrations scientifiques, des avis des élus et du consentement libre et éclairé des femmes

La dernière actualisation de l'étude canadienne sur les résultats du dépistage organisé du cancer du sein par mammographie, publiée en février 2014² apporte une évaluation fiable des résultats réels du dépistage organisé.

Réalisée par l'université de Toronto à la demande du ministère de la santé canadien, cette étude prospective et randomisée porte sur une large population et bénéficie d'un long recul, assurant donc le plus haut niveau de preuve possible selon tous les standards scientifiques actuels. Elle porte sur les femmes âgées de 40 à 59 ans et vise

à établir si la mammographie de dépistage systématique diminue la mortalité spécifique (due au cancer du sein) et globale (toutes causes confondues). Cette étude qui a débuté en 1980 porte sur 89 835 femmes âgées de 40 à 59 ans. Après qu'elles aient été informées des buts, modalités et financement de l'étude, elles ont été tirées au sort pour constituer des groupes comparables. Les femmes du premier groupe bénéficiaient d'un examen clinique initial par une infirmière (provinces anglophones) ou un médecin (au Québec) spécialisé qui leur apprenait à réaliser elle-même un auto-examen qu'elles devaient répéter chaque année et se faire suivre par leur médecin de famille. Les femmes du second groupe devaient en plus passer une mammographie chaque année. Toutes les participantes devaient de plus remplir un questionnaire chaque trimestre. En cas de doute la participante était adressée à un centre spécialisé pour un nouvel examen et une éventuelle biopsie.

Toutes les biopsies ont été relues par un même anatomopathologiste. En cas de diagnostic de cancer, les soins étaient réalisés par les spécialistes choisis par le médecin traitant. L'inclusion de nouvelles participantes a été close en 1988 et les femmes ont été suivies en moyenne 18 ans. Le croisement des données du registre des cancers du Canada et de la base de données de mortalité du Canada a permis de vérifier l'exactitude du nombre de cancer, de leur date de diagnostic et de la date et des causes de la mort éventuelle des patientes.

1190 cancers du sein ont été diagnostiqués, 666 dans le groupe soumis au dépistage mammographique systématique et 524 dans le groupe surveillé cliniquement. Les cancers dépistés par mammographie étaient en moyenne plus petits que ceux dépistés cliniquement. Le dépistage entraîne donc la découverte de plus de cancers et de cancers de plus petite taille moyenne que le seul examen clinique. Mais combien de ces cancers découverts sur une mammographie systématique en l'absence de signes auraient-ils évoluer ? Et combien correspondent à des tumeurs qui n'évolueront jamais (sur diagnostic)³⁴. Le dépistage est-il utile aux femmes ou nuisible ?

Trois cent cinquante et un des 1190 cancers du sein dont le diagnostic a été fait durant le temps du dépistage ont entraîné le décès de la malade dont 180 chez les 44 925 femmes soumises au dépistage mammographique contre 171 (5% de moins) chez les 44 910 femmes suivies cliniquement. Dans cette étude le dépistage organisé par mammographie n'a donc pas permis de diminuer la mortalité spécifique.

La mortalité globale toutes causes confondues ne montre également aucun avantage au dépistage mammographique systématique puisqu'on constate davantage de décès dans le groupe subissant le dépistage mammographique (4789) que dans celui des femmes surveillées cliniquement (4688). Cette étude prospective estime enfin que 22 % des « cancers » détectés sont des sur diagnostics et que ce chiffre atteint 50%

des tumeurs non palpables détectées sur les seules mammographies! En conclusion cette étude universitaire extrêmement solide réalisée sur une population proche de la notre qui bénéficie d'un système d'accès aux soins comparable au nôtre confirme ce que P C Goetzscheii, M Kalager (epidemiologiste et chercheur à l'université d'Oslo et à l'Harvard School of Public Health), Bernard Junod iv(médecin épidémiologiste du groupe d'étude en statistique et en épidémiologie de l'université de Rennes), J. Autierv (International Prevention Research Institute (iPRI), Strathclyde Institute of Global Public Health at iPRI, Lyon, France) Burton (Professeur à la School of Public Health and Preventive Medicine at Monash University Australie, Baum M.vi (professeur emeritus of surgery, Division of Surgery and Interventional Science, University College London), Bell vii viiiix et de très nombreux autres auteurs⁵⁶ rappellent régulièrement : le dépistage par mammographie annuelle ne permet pas d'améliorer l'espérance de vie par rapport au simple examen clinique dans une population qui a libre accès aux traitements complémentaires modernes et il expose les femmes qui s'y soumettent à de nombreuses complications.

Le dépistage organisé par mammographie augmente le risque de mammectomie chez les femmes qui s'y soumettent. Une communication présentée au congrès de sénologie de Marseille a montré que depuis la généralisation du dépistage le nombre d'ablation du sein a augmenté en France (avec 17 916 opérations en 2005 contre 18 627 en 2009).. C'est également le cas dans la plupart des autres pays occidentaux^{7 8 9} comme aux USA, en Irlande ou en Grande Bretagne ou les femmes qui se soumettent au dépistage sont exposées à 20 % de mastectomies supplémentaires¹⁰.

L'échec et les complications du dépistage organisé sont les conséquences des sur diagnostics et des sur traitements qui en découlent. La mammographie est trop efficace; elle dépiste des petites lésions dont beaucoup n'évolueront jamais. Une tumeur qui présente les caractères dits de malignité à l'examen au microscope ne correspond pas forcément à une vraie maladie cancéreuse mais souvent à un cancer qui ne provoque jamais de symptômes, soit parce qu'il ne grossira pas, soit parce qu'il grandit si lentement qu'il ne mettra jamais la vie de la patiente en

danger (sur diagnostics). Gilbert Welch, professeur à l'université de Dartmouth, rappelle ainsi qu'une étude américaine a ré-analysé un millier de biopsies du sein datant des années 1950 et 1960 .

À l'époque, les médecins n'avaient pas diagnostiqué de cancer du sein chez les patientes, mais en reprenant ces biopsies trente ans plus tard on a découvert qu'elles étaient bel et bien atteintes d'un carcinome in situ. Parmi celles-ci, seulement 25 % avaient développé un cancer envahissant dans les dix ans suivant leur biopsie alors que 75 % n'en avaient pas développé. L'examen anatomopathologique est incapable de différencier ces cancers biologiques qui ne seront jamais des maladies de ceux qui évolueront.

La fréquence du sur diagnostic varie selon les études entre 15% et 50%.x.xi xiiLe programme américain « Surveillance, Epidemiology, and End Results » de 1976 à 2008, l'évalue à 31% de l'ensemble des cancers du sein diagnostiqués par le dépistage, chiffre très proche de celui (35%) de Jorgensen Kxiii, Bell à 30% à 40% en Australie, Alonzo à 42% pour les femmes nées dans les années 1950 en Catalognexiv chiffres 4 à 10 fois plus élevés que ne le prétendent les promoteurs français du dépistage organisé.

Le dépistage transforme ainsi un certain nombre de femmes saines en cancéreuse angoissée de la mort, à qui les médecins infligent chirurgie, chimiothérapie, radiothérapie, et/ou hormonothérapie inutiles.. Aucun de ces traitements n'est anodin, tous exposent à des complications potentiellement graves. La simple annonce du diagnostic de cancer bouleverse la vie, est source d'angoisse et pose des problèmes pratiques parfois pénibles (promotion professionnelle ralentie, difficultés de s'assurer pour l'achat d'un appartement..).

La mammectomie bouleverse l'image de la femme et sa vie familiale. La chimiothérapie expose à de multiples complications. La radiothérapie peut donner des gros bras et des cancers secondaires et lorsqu'elle touche le sein gauche elle irradie aussi le cœur et augmente le risque de décès par maladie cardio-vasculaire radio-induite. Une étude de l'Institut Gustave Roussy a comparé la survenue du décès par maladie cardio vasculaire parmi les femmes traitées d'un

suite page 26



Offre spéciale abonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Pays

Je désire m'abonner ou abonner un(e) amie pour un an (10 n°) à **Les zindigné(e)s** au prix de 40 euros

Veillez retourner ce bon de commande en joignant votre règlement à l'ordre de Golias BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx.

Les Indigné(e)s!

Rédaction en chef : Paul Ariès

Secrétariat de rédaction :

Charlotte Belge, Vincent Farnier

Ont collaboré à ce numéro : Pierre Zarka,

Jean-Pierre Lemaire, Christian Jacquiau, Jacques Testart, Jean-Pierre Garnier, Jean Gadrey, Florent Bussy, Maxime Vivas, Michel Husson, Robert Ali Brac de la Perrière, Nicole Delépine, Georges Delépine, Ronan David, Bernard Guibert, Yann Fievet, Romain Jammes

Correcteurs : Marguerite et Marie Louis Larnaudie. **Edité par les éditions Golias**

BP 3045 - 69605 Villeurbanne cx

sarl au capital de 50155,73 euros

Crédit Photos : Golias / Tous droits réservés sauf mention contraire sous la photo

Conception graphique : Cris/créa

Directeur de publication : Luc Terras

Tél : 04 78 03 87 47 Fax : 04 78 84 42 03

E-mail : redaction.golias@orange.fr

Internet : www.les-indignes-revue.fr

Impression : Nouvelle imprimerie Laballery (58)

Commission paritaire : 0219 K 91249 -

Dépôt légal à parution - Mensuel 5 €

Écologie et cultures populaires

Les modes de vie populaires au secours de la planète



editionutopia.
wordpress.com

cancer du sein avec ou sans radiothérapie. Avec suivi de 30 ans, cette étude évalue l'excès de risque dû à la radiothérapie à 28,8 pour mille c'est-à-dire que pour 10000 femmes victimes de sur diagnostic traitées par radiothérapie, on attend un surplus de 840 décès par maladie cardio-vasculaire ! L'hormonothérapie peut augmenter le risque de phlébite et d'embolie. La somme de ces complications de traitements inutiles explique le surplus de décès « *toutes causes confondues* » observées chez les femmes qui se prêtent au dépistage systématique.

D'ailleurs si le bénéfice du dépistage systématique par mammographie était évident pour les médecins, il n'y aurait aucune raison de les inciter financièrement à pousser les femmes qui les consultent à se faire dépister. Or c'est environ 10000 euros annuels de prime qui sont promis aux médecins s'ils réussissent (entre autres) à convaincre 80% de leurs consultantes à se faire dépister. Si son intérêt était indiscutable pour les femmes il n'y aurait pas non plus besoin de recourir à des agences de publicité ni à subventionner à grands frais de multiples associations. Or l'impact des campagnes d'information auprès de la population calculé par la « part des personnes interrogées déclarant que la campagne les incite à se faire dépister » fait partie des indicateurs inclus dans le contrat d'objectifs et de performance passé entre l'Institut National du Cancer et le gouvernement... A chaque campagne d'octobre rose de nombreux experts ou groupes affirment que le dépistage est utile et le pare de toutes les vertus. Curieusement ils oublient toujours de citer leurs liens d'intérêts avec les firmes et associations qui vivent du dépistage alors que la loi française leur en fait pourtant obligation.

Au total l'information qu'il faut donner aux femmes doit être loyale, parler des avantages supposés du dépistage (qu'elles connaissent) mais aussi de ses risques importants de sur diagnostic et des traitements inutiles et dangereux qui en découlent (qu'elles ignorent habituellement) pour conclure « si vous vous soumettez au dépistage vous ne vivrez pas plus longtemps mais la vie pourrait vous paraître plus triste et plus longue ».

Si vous aimez les femmes informez-les pour leur éviter leur cette épreuve nuisible. Si vous connaissez des bénévoles qui militent pour octobre rose informez-les et incitez les

à s'informer pour ne plus être manipulées et servir de caution à des firmes qui vivent de leur engagement. Seule une information objective fondée sur l'état actuel de la science permettra de lutter contre ces groupes de pression qui nous asservissent par la peur pour doper leurs bénéfiques. ☐

1. Interview de madame M S Touraine lors de la campagne d'octobre rose 2013.

2. Anthony B Miller Twenty five year follow-up for breast cancer incidence and mortality of the Canadian National Breast Screening Study: randomised screening trial BMJ. 2014; 348-366.

3. Welch HG. Over-diagnosis and mammography screening. BMJ 2009;339:182-3

4. Zackrisson S, Andersson I, Janzon L, Manjer J, Garne JP. Rate of over-diagnosis of breast cancer 15 years after end of Malmö mammographic screening trial: follow-up study. BMJ 2006;332:689-92.

5. Robert C. Burton Adjuvant therapy, not mammographic screening, accounts for most of the observed breast cancer specific mortality reductions in Australian women since the national screening program began in 1991 Breast Cancer Research and Treatment February 2012;131, 3,949-955

6. Is the tide turning against breast screening? Karsten Juhl Jørgense The Nordic Cochrane Centre, Breast Cancer Research 2012, 14:107.

7. Surhke P, Maehlen J, Schlichting E, Jorgensen KJ, Gotzsche PC, Zahl PH. Mammography screening and surgical breast cancer treatment in Norway : comparative analysis of cancer registry data. BMJ 2011;343.

8. McGuire KP, Santillan AA, Kaur P, Made T, Parbhoo J, Mathias M, et al. Are mastectomies on the rise ? A 13 year trend analysis of the selection of mastectomy versus breast conservation therapy in 5865 patients. Ann Surg Oncol 2009;16:2682-90.

9. Walsh PM, McCarron P, Middleton PJ, Comber H, Gavin AT, Murrqy L. Influence of mammographic screening on trends in breast-conserving surgery in Ireland. Eur J Cancer Prev 2006 ; 15 :138-148

10. Michael Baum, Harms from breast cancer screening outweigh benefits if death caused by treatment is included BMJ 2013; 346

Le sport, poisson-pilote de l'égalité répressive entre les sexes

Ronan David, sociologue

Lorsque Coubertin affirmait que « le seul véritable héros olympique, [je l'ai toujours dit], c'est l'adulte mâle individuel. Par conséquent ni femmes, ni sports d'équipes »¹, il exprimait largement les racines idéologiques et politiques du projet sportif et olympique moderne. Loin de constituer cet espace de démocratie, de liberté, de réalisation de soi, le projet sportif s'est constitué originellement comme projet de domination, de hiérarchisation alimenté par son carburant essentiel que constitue la mise en compétition des individus.

A lors que l'idéologie bourgeoise du XIX^e siècle réservait ce monde de la compétition, de la guerre, du sport, aux individus masculins en raison de présupposés idéologiques profondément sexistes et patriarcaux qui voyaient dans la pratique sportive féminine une dénaturation potentielle de la nature des femmes et de leurs corps, la compétition sportive contemporaine s'est ouverte aux femmes qui peuvent aujourd'hui pratiquer la quasi totalité des disciplines sportives encouragées par des discours politiques et institutionnels valorisant la pratique sportive féminine au nom, notamment, de la lutte contre les stéréotypes de genre et de l'égalité.

Cette mise en scène relativement nouvelle des corps féminins au sein du spectacle sportif doit cependant faire face à plusieurs résistances profondes à l'égalité entre les hommes et les femmes que l'institution sportive contribue à forger. Ainsi, au sein de l'institution sportive, les femmes demeurent soumises à des formes traditionnelles du machisme et de domination masculine qui persistent et structurent même de manière imaginaire l'institution sportive comme une institution de formation des hommes virils, une institution d'élaboration de la



virilité à laquelle les hommes doivent se soumettre pour devenir homme et dans laquelle les femmes se trouvent toujours stigmatisées. David Douillet ancien judoka et Ministre des sports, aujourd'hui député n'hésitait pas à affirmer « *pour moi, une femme qui se bat au judo ou dans une autre discipline, ce n'est pas quelque chose de naturel, de valorisant. Pour l'équilibre des enfants, je pense que la femme est mieux au foyer* »¹.

L'institution sportive est ainsi largement parcourue par ces discours virils qui prennent corps dans les vestiaires, aux abords des terrains ou lors des séances d'entraînement où il s'agit toujours de faire appel aux qualités de l'entrejambe, à la capacité à exercer une domination sur l'autre qui est toujours réduit à une femme ou pire encore, un pédé. Les insultes proférées dans les stades à l'encontre de l'équipe adverse renvoient de manière quasi systématique au contre-type de l'individu

viril que le sport entend forger à savoir les femmelettes, les tapettes, les pédales. Aussi, l'idéal type de l'institution sportive, son modèle imaginaire qui la structure est bien l'individu mâle, viril, dominant et performant qui occupe les sommets de la hiérarchie sportive. Les femmes subissent ainsi ces discours sexistes traditionnels qui ne sont pas que des scories de l'institution sportive, mais qui sont renforcés par la logique même de l'institution sportive qui, en tant qu'elle est une institution capitaliste reposant sur le classement, la performance, la hiérarchisation des records, ne peut que légitimer un discours visant à mettre en évidence l'infériorité des femmes en son sein. Qui pourrait venir soutenir que Serena Williams est une meilleure joueuse que Novak Djokovic, qui peut affirmer que Laure Manaudou nageait plus vite qu'Alain Bernard ou bien encore que Florence Griffith Joyner était plus rapide qu'Usain Bolt ? L'institution sportive en tant

suite page 28



qu'institution basée sur la comparaison objective des performances met en scène la supériorité des performances masculines contre les performances féminines et vient ainsi valider le discours de l'inégalité entre les sexes, parce qu'il s'agit toujours de savoir qui court le plus vite, saute le plus loin, cogne le plus fort. Cette logique de la performance, du record, basée sur la mise en compétition des individus est précisément ce qui contribue à placer les relations entre hommes et femmes sur le mode de la domination, parce que la finalité sportive n'est pas de rendre les relations entre hommes et femmes plus égalitaires ou bien encore à jouer ensemble, mais plus profondément à désigner celui qui pourra être le meilleur, le vainqueur. Le sport ne vise ainsi jamais à la rencontre, à la création d'un monde commun et vivable entre hommes et femmes dans lequel la question de la performance objectivée n'a pas de sens, mais précisément à supprimer les relations intersubjectives au profit de la mise en ordre, en classement d'individus automates et qui a notamment contribué à la mise en place des tests de féminité, afin de maintenir la logique sportive de séparation, d'identification.

Cette logique compétitive qui vise à l'amélioration des performances contribue

à ne percevoir les corps que sous l'aspect de leur fonctionnalité, de leurs capacités, de leurs caractéristiques produisant in fine un corps objet, réifié et soumis aux multiples déterminations scientifiques, techniques et aux divers processus de domination. C'est pourquoi le corps des femmes au sein de l'institution sportive sera l'objet de multiples agressions, humiliations, violences liées au processus virilo-sportif de domination. Les femmes au même titre que les hommes seront l'objet du processus de rationalisation sportive qui vise à transformer l'ensemble du corps en machine à produire de la performance, à faire de chaque partie du corps un élément au service de l'amélioration corporelle et à éliminer ainsi toutes les déterminations subjectives et vivantes dont le corps est porteur. Dans un univers pensé et construit sur la base des modèles masculins, certaines réalités physiologiques, biologiques (menstruations, poitrine, etc.) liées au sexe viennent perturber la logique de rentabilisation du corps sportif et feront ainsi l'objet d'un encadrement et d'une domination particulièrement violente. Les corps féminins devront ainsi être l'objet d'un encadrement renforcé de la part des entraîneurs, des médecins, des préparateurs physiques qui favoriseront les passages à l'acte d'agressions sexuelles, de violences et

contribueront à renforcer les phénomènes d'emprise². Parce que le corps des femmes doit faire l'objet d'une aliénation au projet sportif de performance et de compétition, les corps vivant, les subjectivités, les existences, les failles et les fragilités sont réduites à peu de chagrin dans un univers tenu par les hommes accrochés au fétiche record. Aussi, le mot d'ordre féministe « mon corps m'appartient » se trouve constamment nié au sein de l'institution sportive tant le corps appartient à la logique rentable et compétitive et à ceux qui la mette en ordre. Les corps sportifs n'ont ainsi pas d'autre choix que de se soumettre au processus de virilisation sportif qui n'est pas qu'un processus visant à adopter les attributs de la virilité (force, puissance, musculature, etc.), mais un processus d'abstraction, de réification, de production de valeur³ constitué historiquement au sein du capitalisme comme excluant ou rejetant les attitudes, qualités, dimensions susceptibles de venir troubler le processus de production de marchandise et cristallisées dans le « féminin »⁴.

Alors, si le sport est cette institution de domination capitaliste des corps, de matraquage des subjectivités, de destruction de la vie, il apparaît totalement illusoire d'imaginer que celui-ci puisse participer à une quelconque lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes, à moins que celle-ci ne soit réduite à l'égalité répressive réalisée dans l'univers de la barbarie capitaliste pensée comme horizon indépassable. □

Pour aller plus loin : Ronan David, *Le sport contre les femmes*, Le Bord de l'eau, 2015

1. Pierre de Coubertin, *Le Journal*, 27 août 1936, p. 1.

2. *Le Monde*, 4 novembre 2009.

3. Voir Patrick Vassort, *Sexe, drogue et mafias. Sociologie de la violence sportive*, Bellecomben-Bauges, Le Croquant, 2009 et Illusio, n° 8-9 (« Corps, médecine, santé »), Lormont, Le Bord de l'Eau, 2012.

4. Voir Roswitha Scholz, « *Le sexe du capitalisme. Remarques sur les notions de "valeur" et de "dissociation-valeur"* », in Richard Poulin et Patrick Vassort (sous la direction de), *Sexe, capitalisme et critique de la valeur. Pulsions, dominations, sadisme social*, Mont-Royal, M. Éditeur, 2012.

Une lettre de Bernard Guibert

Chers camarades endeuillés,

Mes valeurs ne sont pas celles de Manuel Valls. Ces dernières sécuritaires, anti-ouvrières, antisociales, néolibérales, antidémocratiques et racistes n'ont de républicaines que le nom. Le chantage au barrage au Front National ne fait que promouvoir les valeurs de ce dernier et revient à conforter une politique qui fait croître parallèlement la courbe du chômage, la courbe du FN et la courbe de la montée de la température du globe terrestre. Dans ces conditions l'Union Sacrée du front républicain promue par Manuel Valls est d'un cynisme criminel, puisqu'elle revient à ce que, quel que soit le vote, qu'il soit directement pour le Front National ou pour soi-disant lui faire barrage cela revient à conforter l'hégémonie idéologique qu'a acquise ce parti fasciste conformément aux analyses de Gramsci qui ont été récupérées explicitement par Marine Le Pen. Comme dit Manuel Valls la Gauche risque de mourir ou comme dit Bernard Henri Lévy le Parti Socialiste risque de tomber à la renverse. Mais c'est Sa Gauche qui n'a rien de gauche. Et elle ne meurt pas de vieillesse, mais il l'assassine. Au fond tant mieux, cela clarifie les

choses. On pourra enfin construire une gauche de gauche comme disait Pierre Bourdieu.

L'oligarchie mondiale qui représente en gros 1/1000 de la population totale a une section française qui totalise environ 60 000 personnes. Celle-ci cumule tous les pouvoirs sanctionnés par des titres de propriété, titres de propriété économique en termes de propriété foncière, d'actions et d'obligations, de propriété d'entreprises, d'assurance-vie etc., titres et diplômes universitaires de la noblesse d'État comme disait Pierre Bourdieu et enfin différents mandats politiques multiples des cumulards des politiques professionnels et de leur clientèle puisée dans leur environnement familial ou parmi leurs collaborateurs. La corruption vorace, l'incompétence crasse et la fatuité grotesque de cette oligarchie lui a fait perdre toute légitimité. Elle persévère à conduire depuis trente ans, depuis que Jacques Delors a ouvert la parenthèse de la rigueur, parenthèse que ni la droite ni la gauche n'ont jamais refermée, une politique économique libérale impitoyable et inefficace qui veut à tout prix relancer une croissance économique qui amplifie de manière explosive le creusement des inégalités et l'augmentation de la température du globe au point de menacer la quasi-totalité (999 pour 1000) de l'humanité dans son existence. Il est donc de salubrité

publique d'éliminer au plus vite cette oligarchie dramatiquement malfaisante. *Exit or Voice* disait Hirschmann. Comme le *Voice* est bâillonné dans les médias et dans les urnes, il ne reste plus que le *Exit*, c'est-à-dire l'abstention ou le bulletin blanc. C'est cet *Exit* sur la pointe des pieds que pratique de plus en plus le « peuple d'en bas » et que signifie à mon avis la courbe croissante du taux d'abstention. Il faut d'ailleurs dénoncer les discours dans les médias qui assimilent les pourcentages de votes exprimés à des pourcentages de la population totale. Si on fait cette correction on s'aperçoit que les institutions de l'oligarchie qui nous gouverne ont perdu toute légitimité. Elles sont en train de perdre également toute légalité si l'état d'exception est inscrit dans la Constitution. On aboutirait alors à ce monstre juridique antidémocratique d'une constitution anticonstitutionnelle !

En ces temps désespérés, un maigre lot de consolations, qui nous ferait rire en d'autres circonstances, c'est l'élimination probable de notre Sarkozy national, ce pitre malfaisant ! Lui il aura à faire aussi un *Exit*. Mais j'espère que ce sera « *directement vers la case prison sans passer par la case départ* » (de la course à la présidentielle).

J'étais intervenu dans une réunion citoyenne dans le Calvados en Normandie en juin dernier pour signaler cette perte de légitimité. J'en conclusais que plutôt que faire campagne pour ne même pas élire des représentants, il valait mieux militer pour dévoiler la nudité de nos institutions et prôner le bulletin nul bien que ce dernier, je le sais bien, ne soit pas décompté. Mon propos d'alors n'avait rencontré que scepticisme. Les décors vermoulus de notre démocratie Potemkine sont en train de s'effondrer.

Puisque beaucoup de mes camarades font de nécessité vertu et vont déposer à contrecœur comme moi un bulletin blanc dans les urnes dimanche prochain, je souhaiterais qu'une discussion s'engage pour métamorphoser cet acte à contrecœur en un projet délibéré. Comme disait Guillaume d'Orange Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer. □

Pour aller plus loin : Bernard Guibert, *La Violence capitalisée*, Le cerf, 1986



Climats

Yann Fievet, socioéconomiste

Décembre 2015 restera le mois des révélations. Il est désormais patent que notre société est dramatiquement soumise à une double dépression climatique. Le climat politique est détérioré par une droitisation accélérée des discours et pratiques découlant d'une interprétation outrancière des aspirations sécuritaires et identitaires des fractions de « *l'opinion publique* » les moins bien associées à « *l'aventure démocratique* ». Le climat, quant à lui, fut placé au Bourget sous le feu des projecteurs le temps d'une Cop, vingt-et-unième du nom, pour l'adoption, aux forceps et in extremis, d'un texte unanime des 196 pays ainsi réunis, texte salué comme une « *remarquable avancée* », mais qui ne permet en rien de commencer à régler rapidement la crise écologique majeure. Ce que révèle la détérioration des deux climats tient en ceci : la classe dite politique est cruellement impuissante à tenter d'enrayer les profondes dérives de notre temps. Cependant, un peu partout dans le tissu social troué par l'impuissance de la « *force publique* », se développent des expériences tournant résolument le dos à la résignation. Elles devront prospérer demain si nous voulons vraiment éviter les chaos social et climatique.

La scène politique nous offre un spectacle des plus détestables : la Gauche court après la Droite qui court après l'extrême-droite. Cette « *course à l'échalotte* » a certes quelques aspects risibles, mais cesse de nous amuser dès lors qu'elle se traduit, dans des politiques concrètement appliquées, par des reculs de l'idéal démocratique fait de libertés fondamentales. L'emballement militaro-sécuritaire consécutif aux terrifiants attentats du 13 novembre à Paris a incontestablement des effets collatéraux inquiétants que l'on ne parvient pas à croire involontaires. Dans le cadre de l'état d'urgence - que le chef de l'Etat veut inscrire dans la Constitution - l'appareil répressif aux prérogatives renforcées n'organise pas uniquement la chasse aux « *terroristes* ». Les assignations à résidence de militants écologistes durant la tenue de la Cop 21 ou les perquisitions effectuées à leur domicile, sans raisons tangibles, témoignent de la volonté du pouvoir politique de profiter du contexte de peur, en partie suscité, pour réprimer des contestations pourtant légitimées par certains pans du corps social. Quand le chômage, la précarité de l'emploi, le mal logement ou les inégalités de revenus progressent, les outils habituels de la répression ne semblent plus être

suffisants pour contenir les tensions issues du délitement social. Le coup de semonce que constitue l'arrivée en tête du Front National dans six régions, lors du premier tour des Régionales du mois dernier, incite encore la Droite à marcher un peu plus sur les plates-bandes de Marine Le Pen et le Gouvernement à accélérer le rythme des réformes aux effets sociaux dévastateurs. La prochaine réforme du code du travail ne sera à l'évidence qu'un exemple de cet entêtement funeste.

Tout le monde sait désormais que la crise écologique n'est pas une invention des écologistes. Il est cependant fort regrettable que ces derniers n'aient pas su faire fructifier ce qui fut très longtemps présenté à tort comme leur fonds de commerce exclusif. Ils sont aujourd'hui laminés, cantonnés à n'être qu'une vague force d'appoint croupion, alors même que les « *grandes formations* » montrent chaque jour leur incapacité crasse à s'emparer du combat écologique. Partout dans l'hexagone, de délirants projets d'infrastructures énergivores continuent de fleurir afin de satisfaire le désir fébrile d'une Croissance devenue chimérique depuis longtemps. L'aéroport surdimensionné que l'on veut construire non loin de Nantes pour le plus grand profit du mastodonte Vinci est le symbole de ce qu'il ne faut plus faire quand on a compris vraiment les enjeux cardinaux du monde de demain. Le Président de la République s'entêtera-t-il à vouloir sa cathédrale « *Notre-Dame de Hollande* » au mépris de la richesse écologique que constitue le bocage convoité par les bétonneurs ? Il est permis de le craindre. Comment oublier, en effet, que la Cop 21 fut aussi une vaste entreprise de green washing : diverses multinationales françaises la financèrent - parmi lesquelles d'impénitents pollueurs majeurs - qui purent ainsi poursuivre le maquillage grossier de leur responsabilité évidente dans la crise climatique. Aucune inflexion n'est à attendre de l'économie de dévoration indéfectiblement mise au service du dogme sacré de la Croissance sans limites. Les pouvoirs publics entendent bien, par exemple, aider le groupe Auchan à réaliser, dans le « *Triangle (fertile) de Gonesse* », entre les aéroports de Roissy-CDG et du Bourget, le « *plus grand complexe commercial d'Europe* » dénommé Europa



© DR

City. Un complexe sans complexes ! Puisque l'on vous dit que, désormais, ils entendent tous protéger le climat.

Face à l'incurie politique et à l'insouciance économique-financière, il faut que le troisième climat entre en scène et écarte les mauvais acteurs qui détournent l'attention des citoyens des véritables enjeux de notre époque et les privent ainsi des moyens d'agir dans le sens de la raison. Ce troisième climat est le climat social. Il a été au fil des trente dernières années progressivement poussé dans les coulisses desquelles il sort de loin en loin pour jouer un vague petit rôle. Comme « *la société du spectacle* », habilement tenue par une oligarchie bruyante, ne veut plus le voir ou l'entendre, le climat social s'auto-organise dans son coin. Il existe bel et bien et attend

des jours meilleurs, des lendemains où des impresarios sincères sauront remarquer son talent aujourd'hui négligé. De quoi est donc fait le climat social ? De toutes les alternatives à l'économie dominante prédatrice que sont les circuits courts d'approvisionnements alimentaires, les diverses formes de l'agriculture paysanne, l'habitat participatif, les moyens de transport partagés, etc. Toutes ces expériences à étendre réhabilitent le sens du collectif si dévalué par le « *consommationnisme* » et son règne exorbitant de la marchandise. Des collectifs d'économie redistributive, de partage des savoirs populaires, de création culturelle non marchandisée éclosent partout où des citoyens ont le désir de se réapproprier leur temps et leur espace. D'autres collectifs se créent pour s'opposer aux « *Grands projets inutiles* », tel Europa

City, l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou autres center-parcs. A l'occasion de la COP 21, a été lancée l'association « *Notre affaire à tous* ». Son but est d'attaquer l'Etat pour carence fautive dans la lutte contre le dérèglement climatique et la protection des générations présentes et à venir.

Et, bien sûr, de souhaiter le développement et la fédération des alternatives socioculturelles, afin de peser sur le politique et même de le redéfinir. En somme, il s'agirait de substituer à la verticalité omnipotente du pouvoir politique actuel l'horizontalité des aspirations sociales profondes ancrées dans les réseaux d'une démocratie vivante qui, certes, reste largement à construire. Sinon, la course vers le mur lancée depuis longtemps ira à son terme. □

FOCUS

Une initiative locale : Itinéraire-Bis : Un café pour changer le monde

La politique, parfois, c'est un peu comme de la géométrie. Vos idées sont des droites, il y en a qui se croisent, d'autres non. Le capitalisme vert, par exemple, c'est typiquement la déformation qui consiste à tordre deux droites, en espérant qu'elles se croisent. Inversement, l'écopsocialisme a vocation à faire la démonstration du croisement des problématiques sociales et écologiques. D'une certaine manière, chacun cherche ses intersections, avec ses méthodes et ses représentations. C'est ce qui nous a amené, nous, à lancer le projet Itinéraire-Bis : un café culturel et paysan dans le Tarn, à deux pas de Sivens.

Un croisement d'idée

Itinéraire-Bis, c'est donc avant tout un croisement d'idées à mettre en application. Celle d'un modèle agricole paysan, qui est peut-être la première marche pour reprendre en main la production. Celle de la réappropriation de la culture, de casser les murs entre les citoyen-ne-s et leur capacité à créer. Au fond, se dit-on, qu'y a-t-il de plus révolutionnaire que de rallumer l'étincelle de création chez chacun-e. Et enfin, l'éducation populaire, le débat argumenté, ludique, pour reprendre contact avec les savoirs et des savoirs faire essentiels à une certaine autonomie, dont nos modèles de vies nous privent. Comment faire croiser toutes ces droites sans trop les tordre ? En construisant un lieu commun, sur mesure et symbolique : un café.

Le Lieu commun

On ne se rend pas toujours compte de l'importance d'un café. C'est un peu le lieu de naissance de l'opinion publique en France, un des ciments culturels de la révolution française. Mais c'est toujours un lieu central de rencontre, d'échanges, ou de refuge aujourd'hui.

Nous voulons donc ouvrir ce lieu. Ce café qui propose un bar et un restaurant avec des produits issus de l'agriculture paysanne locale, et fait un peu de vente directe, aussi. Nous nous basons notamment

sur le répertoire de Nature & Progrès, et voulons des prix raisonnables, pour ne pas se couper d'une population précaire.

Nous voulons ouvrir cet espace culturel, dans ce même lieu où, tous les soirs, une activité aura lieu : des concerts, du théâtre, des contes, des spectacles,... mais aussi des activités qui poussent à l'échange et la création : goguettes, slams, atelier d'écriture ou impros théâtrales. Le tout avec l'idée permanente de croiser des cultures différentes.

Nous voulons que ce lieu soit un lieu de réflexion et d'échange d'idées. Se croiseront donc aussi des débats, des projections de films engagés, des conférences gesticulées, et de nombreuses formes originales pour faire brasser des idées de manière ludique. S'y mêleront des ateliers de bricolage, de jardinage, d'échanges de pratiques, d'échanges tout court, car la gratuité a en soi une vertu d'éducation populaire redoutable. Et pour faire de ce lieu un vrai lieu commun. Ces activités seront faites avec des associations locales, des habitants, des producteurs, tous sociétaires de la coopérative qui gèrera le lieu : une Société Coopérative d'Intérêt Collectif.

La SCIC Itinéraire-Bis

Evidemment, aujourd'hui, avoir l'idée ne suffit pas. Nous devons acheter le lieu pour la rendre concrète. Le gîte du domaine de Matens s'y prête particulièrement. Un corps de ferme, au milieu des vignes, avec beaucoup d'espaces à l'extérieur et l'intérieur, ainsi que des chambres pour faire une auberge. Pour l'acheter, l'idée d'une société coopérative a été de soi. Créer une structure où des centaines de personnes puissent prendre des parts et constituer ainsi les 100 000 euros d'apport nécessaire. Le lieu devient une propriété collective et donne encore plus de sens au projet.

Nous faisons donc un appel, aux citoyen-ne-s du bassin de vie, mais plus largement de toute la France : participez à la réalisation de ce projet. Prenez des parts sociales, ou faites un don, et permettez que ce lieu commun existe et soit un point d'appui aux résistances. □
Romain Jammes (Rendez-vous sur <http://itinerairebiscafe.com>)

Les Zindigné(e)s!

La vie est à nous



Un outil d'information et de décryptage indispensable pour une objection de croissance, amoureuse du Bien vivre

40€ au lieu de 50 €

Vous êtes les acteurs et actrices de notre aventure éditoriale

Aidez-nous à trouver 400 abonnés de plus

Les Zindigné(e)s propose chaque mois un travail d'information et d'analyse critique sur l'écologie des pauvres versus l'écologie des riches au carrefour de ceux qui, en Amérique du Sud, parlent de Buen vivir, en Afrique de philosophie négro-africaine de l'existence, en Asie d'écologie sociale.

Les Zindigné(e)s est aussi un mensuel de combats pour la gratuité des services publics et l'obtention d'un revenu pour tous même sans emploi, pour la réduction du temps de travail, pour le ralentissement, pour la relocalisation, pour les monnaies locales, pour la désobéissance, pour la démocratie réelle, pour la planification écologique, pour l'éco-socialisme mais aussi contre le Front national, contre la droitisation de la pensée, contre l'austérité, contre tous les intégrismes.

Abonnez-vous dès maintenant !

Bulletin d'abonnement

Veuillez retourner ce bon de commande en cochant les cases correspondantes et en joignant votre règlement à l'ordre de Golias - BP 3045 - 69605 Villeurbanne cedex.

- Je désire commander l'ouvrage « La vie traversière » au prix de 15 euros
- Je désire m'abonner à « Les Zindigné(e)s - La vie est à nous » (10 n°/an) au prix de **40 euros au lieu de 50 euros**
- Je désire m'abonner pour 6 mois à « Les Zindigné(e)s - La vie est à nous » (5 n°/an) au prix de **22 euros au lieu de 25 euros**
- En vente militante pour vous aider à financer vos combats : 10 ex à 30 euros
- Abonnement SOUTIEN : 50 € 75 € 95 € €
- Règlement par chèque Règlement par Carte bancaire (CB, VISA, ou MASTERCARD) €

Nom du titulaire : _____ Date d'expiration :

Numéro :

Veuillez noter les 3 derniers chiffres figurant au dos de votre carte

Date et signature :

Vos coordonnées

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal

Ville /Pays _____

Je désire abonner un(e) ami(e)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal

Ville /Pays _____